

Faisons nation autour des sciences et techniques !

Face aux pressions technologiques, l'éducation massive aux sciences et technique est un enjeu crucial. Alors que les signaux négatifs s'accumulent sur la formation scientifique dans notre pays, il s'agit de se ressaisir. Des solutions sont possibles : alors, soutenons l'ambition scientifique ! Une analyse portée par le Collectif Maths&Sciences et les directions des écoles d'ingénieurs qui réunit dirigeants et dirigeantes d'écoles, présidences de fédérations d'entreprises, d'associations d'ingénieurs, de promotion des femmes, de professeurs des classes préparatoires et du lycée, et des sociétés savantes scientifiques

Texte à retrouver dans la rubrique Idées du journal Le Monde du 9 septembre 2026.

Les résultats PISA sont parus, centrés sur les sciences. Une fois de plus, les scores français baissent. S'ensuit une sempiternelle rengaine d'alertes et de solutions sans effet. Finalement, quelle place voulons-nous vraiment accorder aux sciences dans l'éducation, pour notre société ?

Jamais les technologies n'ont eu un rôle aussi crucial qu'aujourd'hui dans les équilibres des forces économiques, sociales et politiques mondiales¹. Jamais les sciences n'ont généré autant de pouvoir : avec les avancées qu'elles permettent, l'investissement de grandes entreprises internationales dans les services et les infrastructures confère à ces dernières une hégémonie dangereuse, imposant leur vision du monde aux pays dépendants de leurs produits au travers de leurs applications des sciences. Notre capacité à les maîtriser est donc plus que jamais la clé de notre société future².

Pourtant, alors que la France a fondé sa puissance sur des bases technologiques construites au cours de la seconde moitié du XXe siècle, l'ambition scientifique s'est effacée. Dans une situation inédite depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les profils scientifiques sont devenus minoritaires parmi les bacheliers généraux, leur nombre chutant de près de moitié avec la réforme du lycée de 2019³. Des répercussions se confirment jusque dans les écoles d'ingénieurs, dont la diminution du nombre d'entrants pour la troisième année consécutive est sans précédent⁴. La relégation des sciences à un statut optionnel et l'impossibilité du maintien de la polyvalence scientifique sont en cause : cette organisation anéantit les sciences de l'ingénieur, divisant par 5 ses effectifs⁵, bloque le développement de l'informatique. Elle fait exploser le nombre d'élèves sans mathématiques, concernant près de 40 % des bacheliers et les deux tiers de celles et ceux inscrits en sciences du vivant⁶. Compenser dans le supérieur ces lacunes critiques s'avère illusoire : l'affaiblissement des budgets des centres de recherche et d'enseignement supérieur freine les recrutements nécessaires pour un encadrement solide dans les formations post-bac⁷. Avec 2,2 % de son PIB consacré à la recherche et au développement, la France perd peu à peu son rôle de leader européen et sa capacité à produire des

¹ Le Monde, 4 juillet 2026, [en ligne](#)

² Tribune Le Monde, 29 juin 2026, [en ligne](#)

³ M. Guenais (2024) "Comment la réforme du lycée éloigne les filles des maths et des sciences", The Conversation, [en ligne](#)

⁴ Voir [annexe](#). Tribune Le Monde, 3 septembre 2024, [en ligne](#) ; notes flash du SIES N° 2024-14 ; 2025 -11 ; 2026 -14 pour les entrants à bac+3 - article Ouest France du 4 juillet 2026 "Parcoursup : une « chute brutale » des vœux en école d'ingénieurs" pour les nouveaux bacheliers en 2026, [en ligne](#).

⁵ Thomas F., 2026, "Résultats définitifs du baccalauréat 2025 : moins de bacheliers dans les voies générale et technologique, plus dans la voie professionnelle", Note d'Information, n° 26-05, DEPP. <https://doi.org/10.48464/ni-26-05> : moins de 4500 diplômés en 2025 en sciences de l'ingénieur, contre plus de 22 000 en 2020.

⁶ Rapport du Collectif Maths&Sciences 2025 "Lycée général : des scénarios pour une ambition scientifique", [en ligne](#) p. 19 et p. 28.

⁷ Le Monde, 26 juin 2026, [en ligne](#)

connaissances nouvelles s'essouffle⁸. Dans l'énergie, les transports, les télécommunications, l'agriculture ou la santé, les atouts considérables bâtis grâce à des formations encore de très haut niveau s'érodent. Les entreprises peinent à recruter, des filières entières manquent de personnels techniques qualifiés. Depuis la production des savoirs scientifiques jusqu'aux réalisations concrètes souhaitées pour la société, c'est toute la chaîne qui est rompue.

Ces dysfonctionnements coûtent cher. La crise du Covid, les guerres en Ukraine et en Iran ont révélé notre affaiblissement industriel et notre dépendance aux médicaments, à l'énergie, aux engrais⁹. Les cyberattaques se multiplient¹⁰, forçant l'arrêt des chaînes de production, des hôpitaux. L'État faillit à protéger la population du vol de millions des données sensibles qu'il détient¹¹. L'ingérence étrangère menace la stabilité du pays pour les prochaines élections présidentielles. Avec des moyens dérisoires comparés aux autres grandes puissances industrielles, le cadrage du déploiement de l'intelligence artificielle nous échappe. La perte de contrôle sur les technologies de rupture expose aujourd'hui la France à une vassalité dangereuse.

Dans ce contexte inquiétant, l'heure est au ressaisissement collectif. Mobilisons-nous pour une éducation massive aux savoir-faire scientifiques, techniques, manuels. Face aux enjeux qui pèsent sur notre avenir, soutenons l'ambition scientifique et technique !

La puissance publique doit retrouver des compétences techniques internes capables de comprendre les systèmes qu'elle régule plutôt que d'en dépendre. Augmenter durablement les investissements en renforçant les liens entre les laboratoires industriels et la recherche publique est incontournable pour se réapproprier le contrôle de nos choix technologiques qui guident aussi ceux de notre société¹². Dans tous les secteurs, les savoirs scientifiques fondent notre fonctionnement et apportent des solutions que les innovations concrètes peuvent mettre en œuvre : de la santé à l'environnement, de l'agroalimentaire à l'urbanisme, de l'école à l'entreprise, de la finance à l'industrie, des banques aux assurances. Dans une société où les technologies et le numérique sont omniprésents, la connaissance des enjeux écologiques, sanitaires, économiques ou démocratiques ne suffit pas : les savoir-faire techniques, théoriques et pratiques sont indispensables.

Gagner notre indépendance collective est possible. Elle nécessite de garantir à tous les élèves jusqu'à la fin du lycée, un large socle scientifique, technique et manuel - calculer et estimer, raisonner et concevoir, mais aussi coder et construire, fabriquer et cultiver, réparer et soigner. Ces apprentissages sont indissociables de la compréhension des enjeux éthiques de l'usage des technologies et du travail d'esprit critique face aux outils numériques et aux informations qu'ils présentent. Élargir le socle obligatoire du lycée permet d'équilibrer les pôles lettres-sciences jusqu'au bac en restant cohérent avec les choix. Un bagage scientifique solide pour tous améliore la qualité de toutes les formations supérieures et rend possible des parcours scientifiques ambitieux en offrant une polyvalence indispensable à la diversité des profils des formations scientifiques, les rendant plus ouvertes et attractives.

Renforcer l'enseignement scientifique et technique dans toutes les filières tout au long de la formation obligatoire est une urgence nationale. Les ruptures technologiques redistribuent les hiérarchies de puissance entre nations : celles qui prennent du retard perdent leur autonomie et leur influence, leur stabilité sociale et démocratique se fragilise. Cette transformation n'est pas une perspective lointaine ; elle est déjà à l'œuvre. La France peut demeurer un pays maître de ses développements futurs, en préservant le cadre de vie. Nous

⁸ Rapport de l'OST-HCERES, juillet 2026 : "La France dans la compétition scientifique mondiale : radioscopie d'un décrochage ?", [en ligne](#)

⁹ Les décodeurs "Du détroit d'Ormuz à nos assiettes : pourquoi l'engrais est l'un des enjeux de la guerre en Iran", Le Monde, 17 avril 2026, [en ligne](#)

¹⁰ Note d'information et d'actualité du Cigref, juillet 2026, "Sécurité numérique et intelligence artificielle : mutations de la menace et perspectives", [en ligne](#)

¹¹ Fuite de plus de 11 millions de données d'identités depuis le site de l'ANTS en avril 2026, sur [le site](#) du ministère de l'intérieur. Fuite de près de 700 000 comptes fiscaux depuis [le site des impôts](#) en juin 2026

¹² Voir par exemple le manifeste de France Invest, [en ligne](#)

sommes déterminés à y contribuer. Pour être capables de décider notre avenir, faisons nation autour des sciences et techniques !

Signataires :

Jonathan Amar, président de Talents du Numérique
Maya Atig, déléguée générale de la Fédération Bancaire Française (FBF)
Aline Aubertin, directrice générale de l'Isep
Jacques Baudé, président d'honneur de l'association Enseignement Public et Informatique (EPI)
Godefroy Beauvallet, directeur général de Mines Paris PSL
Christophe Biernacki, président de la Société Française de Statistique (SFdS)
Mourad Abdelkrim Boukhalfa, directeur de l'INSA Rouen Normandie, président du Groupe INSA
Frédéric Brochard, président du CRiP
Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech
Herbert Castéran, directeur d'Institut Mines-Télécom Business School
Gilberte Chambaud, présidente de la Société Chimique de France (SCF)
Laurent Champaney, directeur général de l'École des Arts et Métiers ParisTech
Jean Charroin, président de la Fédération des Établissements d'Enseignement Supérieur d'Intérêt Collectif (FESIC)
Isabelle Copin Dumet, co-présidente de Financi'Elles
Joël Cuny, directeur général de l'ESTP, président de l'Union des grandes écoles privées (UGEI)
Anne de Cagny, présidente de Femmes Ingénieures
François Dellacherie, directeur de Télécom SudParis
Arnaud Delamézière, directeur de l'Institut Supérieur d'Ingénierie de la Conception (InSIC)
Laurence Devillers, présidente de la Fondation Blaise Pascal (FBP)
Cécile Dubarry, directrice générale de l'Institut Mines-Télécom (IMT)
Emmanuel Duflos, président de la Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI)
Camille Eymard, co-présidente de Financi'Elles
Céline Fasulo, directrice d'IMT Nord Europe
Jacques Fayolle, directeur de Mines Saint-Etienne
Stéphane Fermigier, co-président du Conseil National du Logiciel Libre (CNLL)
Frédéric Fotiadu, directeur de l'INSA Lyon
Gilles Furelaud, président de l'Association des professeurs scientifiques des classes préparatoires aux grandes écoles agronomiques, biologiques, géologiques et vétérinaires (UPA)
David Gesbert, directeur d'Eurecom
Laurent Giovachini, président de la Fédération Syntec
Emmanuelle Gouillart, directrice générale de l'ESPCI
Mélanie Guenais, coordinatrice du Collectif Maths&Sciences
Isabelle Guerin-Lassous, présidente de la Société Informatique de France (SIF)
Mehdi Houas, président de NUMEUM, président co-fondateur de TALAN
Estelle Iacona, directrice générale de l'ENSTA
Florent Le Bourhis, président de l'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (UPSTI)
Christophe Lerouge, directeur d'IMT Atlantique
Lionel Luquin, directeur d'IMT Mines Albi
Florence Lustman, présidente de France Assureurs
Vinh Ly, président de l'Amicale ISAE-SUPAERO-ENSICA
Delphine Manceau, présidente de la Conférence des Grandes Écoles (CGE)
Thomas Maurer, directeur général de Centrale Lille
Elisabeth Moreno, présidente de la Fondation Femmes@numérique
Carmen Munoz Dormoy, présidente de Ingénieurs et Scientifiques de France (IESF)
Patrick Olivier, directeur de Telecom-Paris
Laurent Pater, président de l'Union des professeurs classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques (UPS)
Sophie Paturle, présidente de France Invest

Charles Poulmaire, président de l'Association des enseignantes et enseignants d'informatique de France (AEIF)

Pascal Ray, directeur de l'École Centrale Lyon, vice-président du groupe des Écoles Centrale, vice-président "Grandes Écoles" de la Conférence des grandes écoles

Sylvie Roche, présidente de l'association Femmes@Numérique

Claire Rossi, directrice de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC)

Evelyne Salançon, vice-présidente de l'Assemblée des directeurs et directrices d'IREM (ADIREM).

Emmanuel Sardet, président du CIGREF

Nicolas Sennequier, directeur de Chimie ParisTech - PSL

Romain Soubeyran, directeur de CentraleSupélec

Isabelle Tanchou, vice-présidente de l'École La Boussole (Espérance banlieues)

Assia Tria, directrice d'IMT Mines Alès

